

Lettre-contribution au congrès de la Voie démocratique

samedi 27 septembre 2008, par [SAS](#) (Date de rédaction antérieure : 17 août 2008).

Sommaire

- [L'émergence d'une nouvelle](#)
- [Caractéristiques de la nouveauté](#)
- [Quelle tactique d'alliance ?](#)
- [Vers un front social et \(...\)](#)
- [Pour une alternative politique](#)

Solidaires Pour une Alternative Socialiste

Chers camarades de la voie démocratique,

Nous vous remercions de nous avoir invités à votre deuxième congrès et nous vous souhaitons sincèrement la réussite de vos travaux. Depuis votre premier congrès, la situation sociale et politique a connu des évolutions majeures et il ne fait aucun doute que vous avez parfaitement conscience de la phase particulière dans laquelle se déroulera votre congrès et la nature des défis qui se présentent. Nous avons, en tant que Solidaires pour une Alternative Socialiste la même conscience de la particularité de l'étape politique que nous vivons et la même appréciation de l'ampleur des défis qui se posent aux forces militantes. Aussi nous considérons que la meilleur moyen de soutenir votre congrès est d'apporter une contribution au débat politique qui s'ouvre dans cette période.

L'émergence d'une nouvelle période politique

Une situation nouvelle est entrain d'émerger. Les effets structurels de la libéralisation et de la dépendance qualitative au marché et l'économie mondiale se traduisent par l'accroissement des inégalités sociales, l'institutionnalisation d'une répartition toujours plus inégalitaire des richesses et une incapacité croissante de secteurs sociaux de plus en plus larges, à satisfaire leurs besoins élémentaires. Une autre conséquence marquante est l'affaiblissement des capacités politiques et financières de l'Etat à « émousser » les contradictions sociales qui ne cessent de se renforcer. En même temps l'intégration dans la mondialisation capitaliste dans une position subordonnée et dépendante contraint les classes dominantes non seulement à poursuivre leurs politiques anti-populaires mais aussi à les amplifier, accélérer et généraliser. Le livre blanc du patronat comme les dispositions du gouvernement lors des séances du « dialogue social » témoignent de cette volonté de porter à un niveau supérieur l'affrontement avec les classes populaires. Mais cette offensive a lieu dans une conjoncture politique précise : une crise politique qui n'exprime pas seulement le rétrécissement de la base sociale du pouvoir mais aussi l'impasse du « processus démocratique ».

La logique d'intégration de l'opposition historique, des directions syndicales, de la société civile

officielle, a pu pendant un premier temps marginaliser les courants militants, construire un « consensus national » autour de la « transition démocratique », légitimer les politiques de classes et désarmer les résistances sociales et syndicales mais cette logique a atteint des limites irréversibles et produit des effets inverses. Dans la société, la très grande majorité de la population a sanctionné et exprime une défiance non seulement vis-à-vis des institutions de l'état mais aussi de toute la classe politique. Les élections législatives ont exprimé cette coupure radicale et défiance généralisée. C'est tout un cycle historique qui s'achève : le contexte politique, institutionnel et sociale qui avait permis à la monarchie de s'appuyer sur les forces syndicales et politique de l'opposition parlementaire pour réguler sa crise s'est transformé radicalement.

Ces forces ont, en effet, connu un développement qualitatif de leurs crises :. Les partis de la gauche « d'opposition à sa majesté » sont devenus les partis de sa majesté gérant en premier lieu les intérêts des classes dominantes et se trouvant en première ligne de front dans l'application des politiques contre les classes populaires. Les directions syndicales, à leur tour, s'avèrent incapables de maintenir la paix sociale, en raison même de la transformation de leurs liens avec les travailleurs.

Les résultats des dernières grèves générales et sectorielles tout comme à un autre niveau la décomposition de l'USFP traduisent la fin d'un cycle politique pour l'opposition traditionnelle.

Caractéristiques de la nouvelle période

Si il y a une nouvelle situation en gestation, la période actuelle reste néanmoins marquée par l'héritage du passé et les tendances lourdes qui l'ont caractérisé :

- 1) le poids des défaites des grèves et mobilisations ouvrières dans des secteurs qui ont un poids social et économique
- 2) le poids des reculs dans le secteur public malgré des mobilisations régulières qui n'ont pas réussi à empêcher les privatisations en marche, la remise en cause des conventions collectives, la dégradation des conditions de travail et de statut
- 3) l'alignement des directions syndicales sur les politiques d'accompagnement des réformes anti populaires et l'accroissement de la fragmentation dans le champ syndical, sans qu'apparaisse un pôle combatif organisé
- 4) la faiblesse des organisations de résistances sociales qui ont des assises sociales limitées, qui sont très peu très peu coordonnées entre elles et où domine l'impact négatif d'un travail cantonné aux directions et appareils plutôt que sur la base d'un travail de masse en direction des bases populaires
- 5) l'absence d'organisations propres des habitants des quartiers populaires et dans les campagnes
- 6) la décomposition, crise, division des mouvements qui interviennent dans la jeunesse scolarisée et au sein des diplômés chômeurs
- 7) la faiblesse des organisations politiques de la gauche radicale qui restent très minoritaires socialement et avec des capacités d'initiatives limitées.

Ces éléments issues d'une phase de reflux limite les possibilités de construire des points d'appui à une contre offensive. L'offensive sociale et sécuritaire des classes dominantes cherchent à maintenir un climat de fragmentation des luttes et des résistances et de faiblesses organique des mouvements de résistance. Cependant les luttes qui ont été menées ces dernières années témoignent d'un réveil

social que ce soit dans les grandes villes sur la question de la hausse des prix ou contre la marginalisation sociale dans les campagnes et petites villes (tata, bouarfa, boulman dadés, sefrou ou récemment sidi ifni).

On constate un réveil populaire qui cherche des voies propres d'affrontement avec les politiques en place sans compter sur les appareils politiques et syndicaux traditionnels. Mais cette combativité ne se traduit pas nécessairement en une élévation du niveau de conscience ni dans un renforcement et construction d'organisation de lutte permanente . Et rares sont les situations où les luttes ont pu déboucher sur des luttes nationales ou globales ou infliger des défaites partielles à l'adversaire. Nous sommes dans une phase marquée par de fortes contradictions : le développement de l'offensive des classes dominantes suscite des résistances sociales et populaires combatives mais ces résistances se développent d'une manière éclatée géographiquement et socialement et se heurtent à la faiblesse des organisations militantes, des traditions de luttes, des possibilités de convergences et à l'absence d'une perspective d'ensemble. Cette réalité accentue le développement inégal des mobilisations plutôt que leur combinaison. Résoudre ce décalage est une question décisive pour le développement d'un rapport de force

Cette situation implique pour la gauche radicale, si elle veut être en capacité de se redéployer, créer des perspectives nouvelles pour les luttes populaires , peser sur les rapports de force , de surmonter ce legs du passé. Là doit être son objectif premier. Il s'agit pour elle de travailler à la reconstruction d'un mouvement ouvrier et populaire capable de lier la lutte des salariés du public et du privé, des travailleurs et des masses populaires et d'unifier la lutte contre la marginalisation et la lutte pour l'amélioration et transformation des conditions de vie et de travail. Elle doit combiner dans un même front les revendications sociales et les revendications démocratiques, les revendications immédiates et l'ensemble des mesures effectives qui permettraient d'aboutir à leur réalisation. Cette reconstruction est le défi principal qui nous est posé à tous. Et qui nous pousse à ouvrir un débat avec vous , en raison même de la place qu'occupe votre courant à gauche et de votre responsabilité dans le développement des résistances portées par les forces militantes. Notre débat vise à dégager une compréhension commune de la période qui s'ouvre et des tâches qu'elle implique.

La tâche centrale est d'abord la construction et le renforcement d'organisation de lutte de masse, à la base, réellement implantées et efficaces :

1) Sur le terrain syndical

Nous pensons nécessaire l'existence d'un syndicalisme de masse, combatif, lutte de classe, dégagé de toute forme de collaboration de classe. Sans aucun doute les camarades de la voie démocratique partagent avec nous cet objectif. Mais comment avancer vers sa réalisation ? il faut, à notre avis rompre avec trois illusions qui ont dominé dans les milieux militants durant la période précédente : celle de croire que le combat syndical et l'unité d'action ne peut se faire que sous l'égide de telle ou telle centrale, celle de croire qu'une conquête des positions dans les appareils est la clef stratégique pour se lier à la classe ouvrière et construire un rapport de force interne face à la bureaucratie , celle de croire que les bureaucraties syndicales peuvent faire un tournant de lutte et d'obstacle aux mobilisations, devenir, dans la période à venir, un catalyseur de nouvelles dynamiques de combat. La reconstruction d'un syndicalisme de lutte ne peut naître sans rupture avec l'orientation bureaucratique sur le terrain des revendications, des formes d'organisation et de campagnes de masse, sans élaboration d'un projet alternatif .Nous ne croyons pas à l'existence de modèles originaux (de syndicalisme) qu'il suffirait de reproduire mais nous sommes convaincus qu'une orientation alternative est impossible :

- sans un travail de construction permanent à la base,

- une volonté consciente de s'ouvrir sur les résistances sociales et populaires les plus larges ,
- sans des campagnes de masse basées sur des revendications qui unifient les différentes catégories de salariés, la classe ouvrière et les masses populaires.
- sans une démocratie ouvrière qui s'appuie sur l'auto organisation des travailleurs ...

A cette étape et dans les conditions actuelles du mouvement syndical, il nous paraît que la tâche immédiate est d'engager la construction d'une opposition syndicale . Sans cela , les résultats du combat syndical des décennies passées préfigurent ceux de l'avenir : une démoralisation accrue, une perte de confiance dans le combat syndical, une inefficacité avérée, l'isolement des équipes syndicales à un niveau local ou régional sans point d'appui national.

2) Sur le terrain des résistances sociales-populaires

le défi qui nous est posé est la construction d'organisations qui ont une influence de masse, capable d'organiser des dizaines et des centaines de milliers de membres et de mobiliser de larges secteurs populaires. Sans aucun doute ce point occupera une partie importante de vos travaux. A notre avis, avancer vers cet objectif nécessite plusieurs conditions :

- a) un vaste travail d'éducation politico-sociale dans les quartiers et les secteurs sociaux sur la possibilité d'une satisfaction des besoins sociaux à partir d'une autre répartition des richesses et d'un contrôle démocratique populaire sur toutes les décisions et orientations, tant au niveau local que national.
- b) la nécessité d'élaborer et de défendre un programme de mesures sociales et démocratiques urgentes , en lien avec la mobilisation et participation des secteurs populaires pour en définir à la fois le contenu et les moyens de la lutte pour les atteindre. Pour notre part nous défendons la nécessité d'un programme d'action qui lie étroitement la défense des intérêts immédiats des masses populaires à l'exigence de mesures politiques qui remettent en cause le contrôle du patronat, de l'état et des institutions antidémocratiques. Autrement dit, des mesures qui permettent aux masses populaires, à partir de leurs intérêts et aspirations, d'avancer vers la remise en cause du despotisme politique et de la propriété privée capitaliste .

3) Sur le terrain des résistances politiques et démocratiques

A ce niveau la tâche qui nous est posée est d'abord celui d'une lutte intransigeante pour la conquête de droits démocratiques fondamentaux. . A cette étape , malgré leur caractère élémentaires et partiels, les droits d'expression, de manifestation , de grève et d'organisation sont les conditions essentielles d'un essor de la lutte démocratique populaire. La lutte pour ces droits à travers des mobilisations de masse est le point de départ et le meilleur moyen de la construction d'un bloc démocratique populaire. Mais en même temps cette lutte pour la conquête de droits démocratiques partiels ne peut être séparée à notre avis d'une lutte pour une assemblée constituante démocratique qui vise à établir un régime démocratique sur la base d'un démantèlement de l'ensemble des institutions despotiques, des services répressifs, de la bureaucratie de l'état et de l' administration corrompue. La tâche de cette assemblée n'est pas seulement un changement juridique de la constitution ou une réorganisation des pouvoirs et des prérogatives des institutions de la classe dominante mais d'ouvrir la voie à une remise en cause des rapports de propriété et des structures de l'Etat, en somme à rendre possible une réappropriation sociale des sources de la richesse et la construction d'un pouvoir populaire, tant sur le terrain social que politique Dans le cadre de cette option démocratique, se pose pour nous, la question du gouvernement démocratique et des structures d'auto organisation.

Notre objectif stratégique est bien la construction d'une démocratie socialiste basé sur le pouvoir populaire ; seule garante d'un « Etat de droit » où se développent les libertés collectives et individuelles et garantissant l'ensemble des droits civils, sociaux, culturels et politiques. Nous militons pour un gouvernement démocratique populaire, issu des luttes révolutionnaires de masse et s'appuyant (et sous le contrôle) des structures d'auto organisation les plus diverses, des assemblées populaires souveraines dans les quartiers populaires, des conseils d'usine et de salariés, des organisations sociales indépendantes des opprimés.

Ce point de vue ne nous sépare pas seulement de la gauche libérale mais aussi des options démocratiques- réformistes les plus diverses qui posent la question des réformes constitutionnelles sans aborder la question de la nature de classe de l'Etat ou qui pose l'objectif d'un changement constitutionnel sans aborder la question de l'appropriation de classe et de la propriété. Avec ces forces, le problème n'est pas seulement une divergence programmatique ou stratégique, le problème est celui des perspectives données au combat immédiat. Aucune ne propose une lutte sérieuse pour construire un rapport de force même pour imposer des conquêtes partielles. Aucune ne se pose la construction de luttes de masses pour exiger le départ du gouvernement actuel. L'horizon politique de ces forces est la recherche d'un compromis renouvelé avec la monarchie qui améliore les conditions de leur participation institutionnelle et d'une alternance gouvernementale au service des intérêts des classes dominantes.

Quelle tactique d'alliance ?

De ce point de vue nous avons de sérieuses réserves et franches critiques sur la question des alliances telle qu'elle a été définie par la VD depuis quasiment sa naissance. Si dans la période précédente, les risques liés à cette tactique d'alliance n'apparaissaient pas d'une manière explicite, y compris pour le développement de votre courant, la réalité est tout autre aujourd'hui avec l'accélération des clarifications qui se sont opérées récemment. Un retour critique sur ces alliances est la condition nécessaire pour bâtir une orientation politique indépendante de la gauche réformiste. Le mouvement ouvrier, social et démocratique est confrontée aujourd'hui à l'existence de deux gauches : Pour nous il y a bien deux orientations : L'une qui s'est résignée à accepter le cadre de la mondialisation capitaliste et de l'intégration aux institutions politiques du pouvoir, l'autre qui maintient le cap sur la nécessité de la résistance et d'une transformation radicale. La première ne regroupe pas seulement les forces de la gauche gouvernementale, celles qui ont accepté de gérer directement dans les exécutifs nationaux les politiques anti-populaires, elle regroupe également les forces de l'opposition parlementaire ou qui aspirent à le devenir dans le cadre du système politique actuel.

Bien sûr les différences et contradictions entre les différentes mouvances de ce bloc doivent être prise en considération sur le plan tactique mais sans cultiver l'illusion que ces forces peuvent être des alliés stratégiques, partie prenante d'une alternative démocratique, ou seraient une des expressions politiques des intérêts des classes populaires. Quelle est la différence qualitative entre la direction du CNI entièrement liée à une bureaucratie syndicale tout aussi institutionnalisée par ses propres méthodes spécifiques que la direction de l'USFP ? est ce que le PADS ou le PSU sont des partenaires pour la construction d' « *une direction ferme des luttes des classes populaires pour la démocratie, la libération nationale et le socialisme* » ? Tous ces partis et pas seulement l'USFP ont été renvoyés à leur juste valeur par les masses populaires le 7 septembre 2007 : elles ont été sanctionnées parce qu'aux yeux des masses, elles ne sont ni une vraie opposition, ni des forces qui expriment leurs intérêts, tout au plus celles de réseaux et de couches sociales très réduites. Ces forces, leurs directions sont tout aussi intégrées à l'appareil d'état qui ne se limite pas à « *l'institution gouvernementale* ».

L'orientation générale des composantes du Rassemblement de la Gauche Démocratique tend à montrer que loin de traduire une radicalisation, ils existent de fortes pressions pour rejoindre les courants de la gauche gouvernementale pour sauver leur existence institutionnelle.. Dire cela ne signifie pas le rejet de toute forme d'alliance mais celle-ci ne peut être que clairement définie et tournée vers la défense d'objectifs concrets et délimités dans le temps et principalement en lien avec la défense des intérêts et la mobilisation des exploités. Il ne s'agit donc en aucun cas d'une alliance à visée électorale dans le cadre des institutions du pouvoir ni d'une alliance sur la base d'un programme minimum commun . Il n'y a aucune possibilité de construire avec ces forces un cadre politique commun et permanent.

Vers un front social et politique

La transformation de l'opposition parlementaire traditionnelle en partis gouvernementaux organiquement intégrés aux institutions et politiques de contre réformes des classes dominantes n'est ni une déviation conjoncturelle ni le fait de la trahison de telle ou telle direction. Elle est le résultat logique du développement de la crise de ces partis dans le contexte de la mondialisation capitaliste et de l'impossibilité de réaliser des réformes sociales et démocratiques à partir de l'acceptation de celle-ci et compte tenu du contexte général de l'offensive des classes dominantes. Une lutte pour des réformes aujourd'hui implique une confrontation avec le pouvoir et les classes dominantes, ce qui est impossible à envisager pour des forces aujourd'hui complètement intégrées dans les institutions du pouvoir. En effet une telle lutte mettrait inévitablement en avant la nécessité de mobilisations de masse et la défense de revendications sociales et démocratiques qui se heurteraient frontalement aux intérêts des classes dominantes. Cette réalité n'affecte pas seulement les forces de l'ancienne opposition mais également et sans doute plus les courants liés à l'actuelle gauche parlementaire. Et il ne s'agit pas pour nous d'attendre deux décennies ou plus pour tirer le bilan de l'expérience du RGD dans les institutions.

Pour nous le développement d'une lutte démocratique de masse et la construction d'une direction conséquente de ce combat ne viendra pas d'un bloc politique commun avec les partis de la gauche parlementaire mais :

- du développement d'un mouvement de masse qui s'affronte à la politique globale du pouvoir
- à l'articulation étroite entre revendications sociales et revendications démocratiques
- à la capacité d'amener les mouvements sociaux et syndicaux à intervenir sur le terrain de la lutte politique
- au développement à travers de campagnes de masse permanentes de propositions alternatives qui permettraient une satisfaction des intérêts des classes populaires.

Il ne s'agit ni d'opérer une politisation artificielle du mouvement de masse , ni de construire des courroies de transmission de tel ou tel courant politique mais d'avancer dans la construction d'un front social et politique qui dépasse la division du travail imposé par les bureaucraties politiques et syndicales : aux partis l'intervention politique, aux syndicats et mouvements sociaux leur instrumentalisation dans un rôle de groupes de pression au service des partis

La période précédente a clairement montré qu'il était impossible de construire une alternative politique avec des forces issues de la crise de l'USFP. Parce que ces forces ne sont pas tant l'expression d'une radicalisation sociale et politique que de l'agonie d'un mouvement historique. Et

indépendamment des formes et des rythmes d'intégration, ces forces ne portent pas un projet politique qui soit stratégiquement différent de ce qu'a été la gauche réformatrice.

Pour une alternative politique révolutionnaire

La construction d'une alternative politique s'inscrit dans la longue durée d'un processus de reconstruction et de réorganisation.

1) reconstruction d'un mouvement ouvrier et populaire et d'un mouvement démocratique sur la base d'un projet de rupture radicale avec le régime politique monarchiste. Reconstruction d'une conscience de classe et d'expériences de lutte qui ouvrent de nouvelles perspectives politiques aux luttes et nouvelles générations. En raccourci, il s'agit d'œuvrer à un nouveau bloc social et politique des exploités et opprimés

2) la lutte pour un parti de classe indépendant, démocratique et révolutionnaire, lié organiquement aux luttes et résolument anticapitaliste. La lutte pour un tel parti permettrait de dépasser la situation de faiblesse, de localisme, d'enracinement sectoriel et de division organisationnelle des courants de la gauche radicale

Le rôle de la gauche radicale, une de ses raisons d'être ; n'est pas seulement le soutien aux mobilisations ou la solidarité avec les victimes de l'offensive de classe, malgré leur importance mais celui de la construction d'une alternative sociale et politique à opposer aux politiques en place et qui permet d'intervenir sur la base d'un programme d'action unifiant les résistances et les fronts de lutte autour de perspectives communes.

La période actuelle ouvre de nouvelles possibilités pour le développement d'une gauche démocratique anticapitaliste ; indépendante de la gauche gouvernementale et parlementaire. Pour la première fois se conjuguent trois facteurs politiques : une crise politique et sociale, une défiance et rejet des masses populaires des politiques mises en œuvre et des institutions qui les portent, une perte massive de la crédibilité des partis et syndicats de collaboration de classe. Pour développer les potentialités qui s'ouvrent et exploiter cette situation, œuvrer à la construction d'une direction conséquente des luttes sociales et démocratiques, organiquement liée aux mobilisations, il est nécessaire que la gauche radicale opère un saut qualitatif dans son expérience, en mettant à l'ordre du jour la perspective d'une unification de toutes les tendances et courants militants.

Afin d'approcher ces objectifs stratégiques et ouvrir une nouvelle dynamique, nous proposons aux camarades de la voie démocratique la tenue d'une conférence nationale ouverte à toutes les forces anticapitalistes en vue :

- d'établir un programme d'action commun
- de mettre en place une coordination durable et structurée pour développer une intervention commune au plan local et sectoriel
- la mise en place d'un espace de débats et d'échanges
- d'investir toutes les possibilités pour que s'enclenche sur le plan national une dynamique de construction d'un mouvement politique de toute la gauche anticapitaliste

il s'agit pour nous d'œuvrer à un processus d'engagement collectif et réciproque pour ouvrir une page nouvelle dans l'histoire de la gauche radicale : avancer à partir d'une volonté claire et consciente des défis de l'heure, vers la construction d'une nouvelle force politique, révolutionnaire, démocratique, pluraliste et unitaire.

salutations révolutionnaires.

La coordination nationale de SAS, le 17/08/2008